

HC115  
C366  
1994

---

# ***Les défis économiques du Canada***

---

Document d'information

Janvier 1994

**Canada**

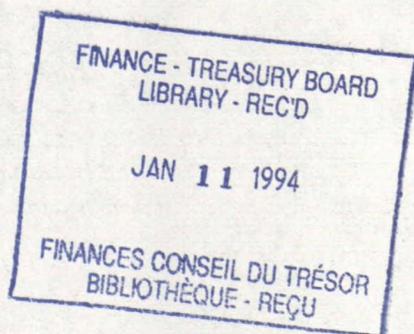
---

# *Les défis économiques du Canada*

---

Document d'information

Janvier 1994



Ministère des Finances  
Canada

Department of Finance  
Canada

Pour obtenir d'autres exemplaires du présent document,  
veuillez vous adresser au :

*Centre de distribution*  
*Ministère des finances*  
*Ottawa (Ontario) K1A 0G5*  
*Téléphone : (613) 995-2855*  
*Télécopieur : (613) 996-0518*



## TABLE DES MATIÈRES

Section 1	
Introduction.....	3
Section 2	
La situation et les perspectives économiques.....	7
Section 3	
Le changement structurel.....	21
Section 4	
Le défi financier.....	37
Section 5	
Le rôle des administrations publiques dans l'économie.....	53

# ***Section 1***

---

**Introduction**



- Après la période de prospérité économique de la fin des années 80, le Canada a connu une récession en 1990; la reprise amorcée en 1991 est très faible par rapport à toutes les reprises antérieures.
- La récession et la faiblesse de la reprise ont eu des conséquences particulièrement graves sur l'emploi – le taux de chômage s'établit actuellement à 11 pour cent et l'emploi n'a toujours pas dépassé le niveau record enregistré avant la récession.
- La récession et la faible reprise ont eu une incidence négative sur la situation financière du Canada, à l'échelle tant fédérale que provinciale.
- La reprise économique a été lente pour un certain nombre de raisons :
  - La croissance a été faible partout dans le monde.
  - Les mesures de restructuration appliquées par les entreprises pour demeurer concurrentielles à l'échelle mondiale ont miné la confiance des consommateurs.
  - Le gouvernement fédéral et les provinces ont été obligés d'appliquer des compressions pour contenir l'escalade de leur déficit et du fardeau de leur dette.
- Le Canada doit relever un certain nombre de défis économiques, notamment :
  - favoriser la croissance et réduire le chômage conjoncturel;
  - réduire le déficit et maîtriser le fardeau de la dette;
  - réduire le désintéressement à l'égard du travail et le chômage structurel;
  - promouvoir l'adaptation au changement structurel et à la mondialisation;
  - promouvoir la R-D et appliquer de nouvelles technologies de manière à accroître la productivité et, en bout de ligne, le niveau de vie.

- Le présent document renferme des éléments d'information sur les défis économiques que le Canada doit actuellement relever. Il comprend les sections suivantes.
  - *La situation et les perspectives économiques :*
    - Cette section renferme des renseignements sur l'état de la reprise économique.
  - *Le changement structurel :*
    - Cette section porte sur les changements structurels au Canada, de même que sur le chômage structurel.
  - *Le défi financier :*
    - Cette section a trait aux problèmes que posent les déficits et la dette du secteur public.
  - *Le rôle des administrations publiques dans l'économie :*
    - Cette section renferme des éléments d'information sur les programmes gouvernementaux.

## ***Section 2***

---

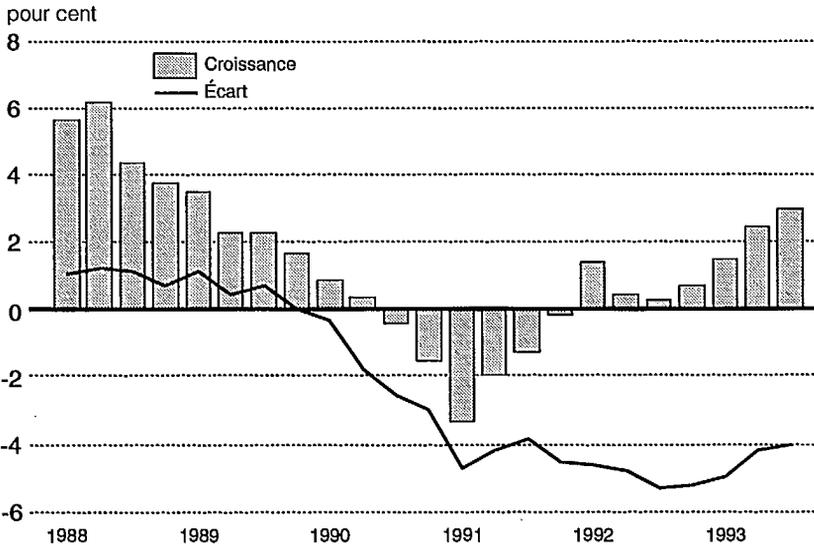
**La situation et les perspectives  
économiques**



## LA RÉCESSION A ENTRAÎNÉ UN RECU DE LA PRODUCTION

- L'économie est entrée dans une période de récession en 1990 et les taux de croissance sont inférieurs à la normale depuis.
- En raison de la faiblesse de la croissance, la production est demeurée bien en-deçà de son potentiel ou de sa capacité.
- Malgré une croissance positive depuis le premier trimestre de 1992, l'activité économique demeure passablement faible.

### *Croissance de la production (d'une année sur l'autre) et écart de la production par rapport à la normale*



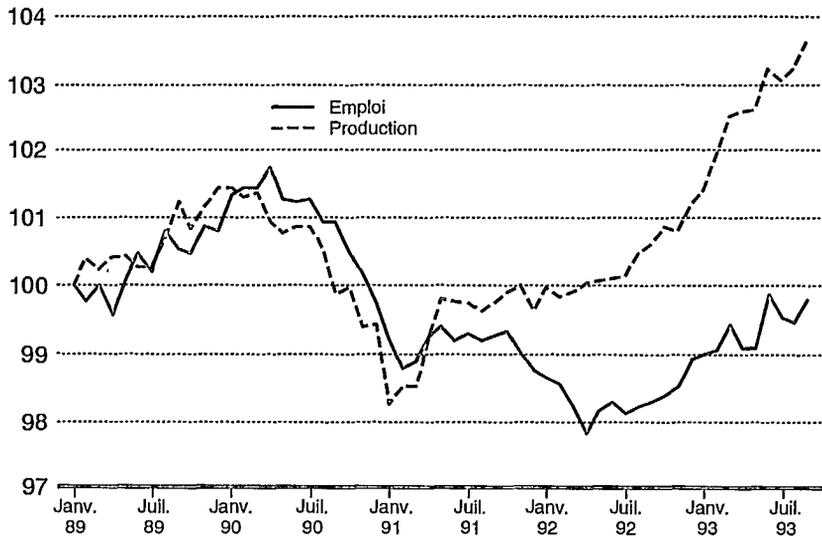
Source : Comptes nationaux et ministère des Finances.

## LES ENTREPRISES ONT MIS DU TEMPS À RÉEMBAUCHER DES TRAVAILLEURS

- ▣ L'emploi est actuellement à la traîne de la production, les entreprises s'efforçant d'abaisser leurs coûts et d'accroître leur productivité.
- ▣ La restructuration et l'inquiétude sous-jacente quant aux perspectives d'emploi ont miné la confiance des consommateurs et comprimé les dépenses de consommation.

### Niveaux d'emploi et de production

Janvier 1989=100



Source : Enquête sur la population active.

## LE TAUX DE CHÔMAGE DEMEURE TRÈS ÉLEVÉ

- Le taux de chômage a atteint un sommet de 11.6 pour cent en 1992.
- La croissance de l'emploi a tout juste suivi celle de la population active, d'où une très faible baisse du taux de chômage.

### *Taux de chômage*

pour cent



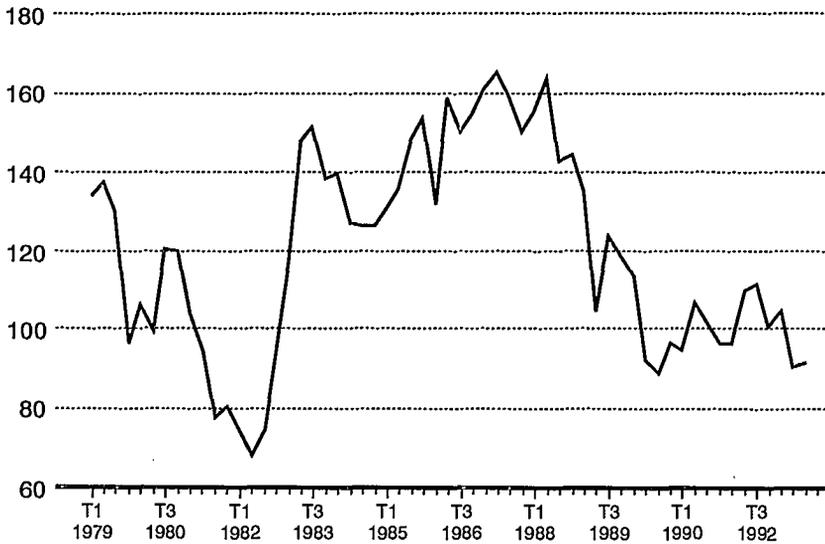
Source : Enquête sur la population active.

## LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS POSE UN IMPORTANT PROBLÈME

- La confiance des ménages demeure très faible dans un contexte de faible croissance de l'emploi.
- Cette situation nuit aux dépenses de consommation et aux marchés immobiliers.

### *Indice de confiance des consommateurs du Conference Board*

Indice 1961=100



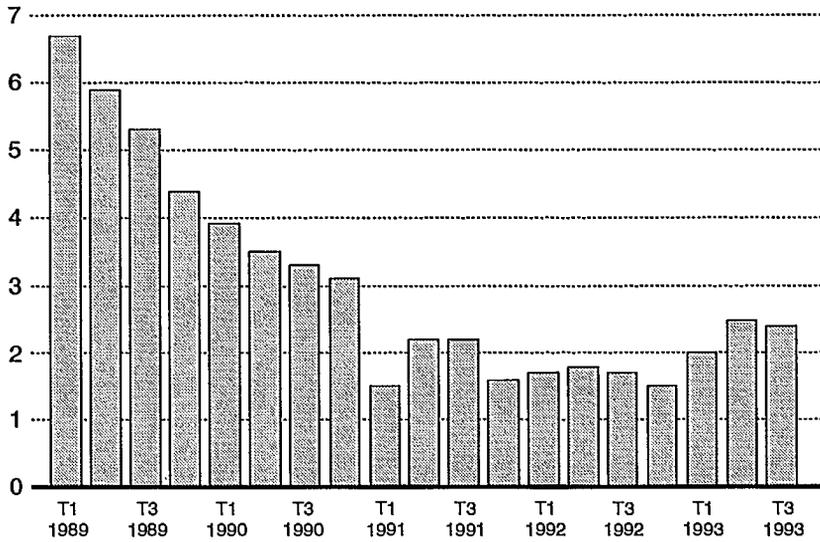
Source : Conference Board.

## LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS ONT ÉTÉ COMPRIMÉS

- Au cours de la récession, on a noté une chute des bénéfices des sociétés en proportion du PIB.
- Jusqu'à présent en 1993, les bénéfices ont connu un regain, quoique que leur niveau soit encore faible.
- La faiblesse des bénéfices des entreprises a miné leur capacité à embaucher des travailleurs.

### *Bénéfices après impôts des sociétés, en proportion du PIB*

pour cent

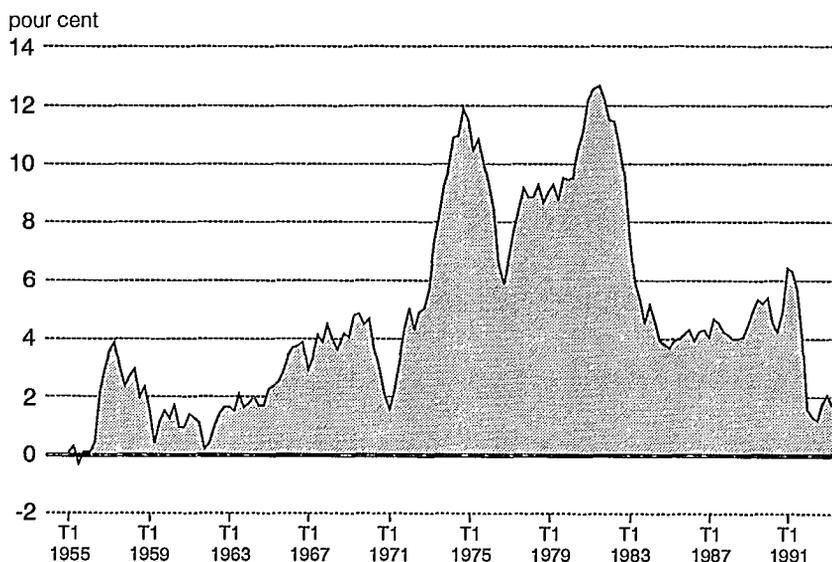


Source : Comptes nationaux.

## L'INFLATION AU CANADA A AFFICHÉ UNE BAISSÉ MARQUÉE

- Le taux d'inflation a atteint des niveaux inégalés depuis les années 50 et le début des années 60.
- Le Canada jouit actuellement d'un taux d'inflation des plus faibles parmi les pays de l'OCDE.
- La faiblesse de l'inflation et des marchés de main-d'oeuvre a entraîné des règlements salariaux peu élevés, en moyenne inférieurs à 2 pour cent ces dernières années.

### Taux d'inflation de l'IPC d'une année sur l'autre

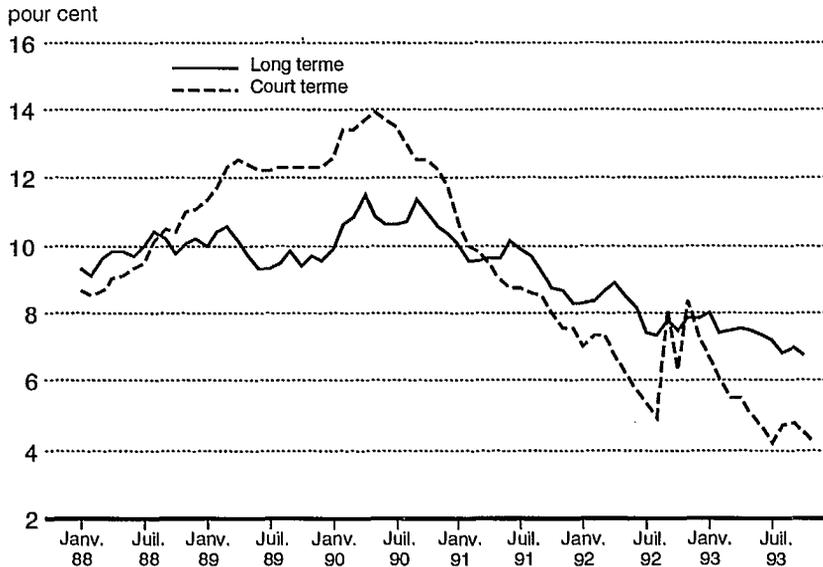


Source : Statistique Canada.

## LES TAUX D'INTÉRÊT ONT DIMINUÉ

- Tout comme l'inflation, les taux d'intérêt ont baissé.
- Les taux d'intérêt à court terme ont connu une baisse marquée.
- Les taux nominaux à long terme ont diminué, mais les taux réels demeurent élevés.

### Taux d'intérêt nominaux à court et à long terme

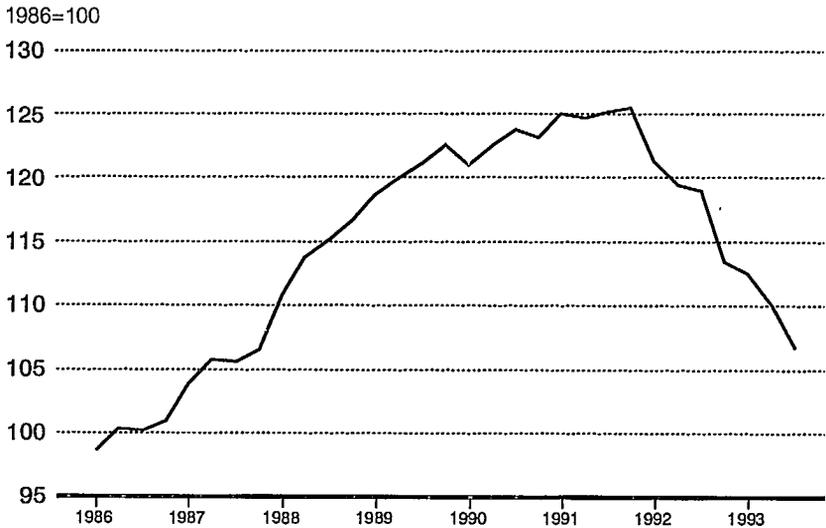


Source : Banque du Canada.

## LA COMPÉTITIVITÉ DES COÛTS DU CANADA S'EST ACCRUE

- Le recul de l'inflation est lié à un ralentissement marqué de la croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre.
- Même si l'on ne tient pas compte des variations du taux de change, nous avons reconquis pendant la deuxième moitié des années 80 une bonne partie du terrain perdu sur le plan des coûts par rapport aux États-Unis.
- Une croissance plus faible des coûts de main-d'oeuvre, jumelée à la baisse récente de la valeur du dollar canadien, a entraîné une baisse des coûts par rapport à ceux de nos principaux partenaires commerciaux.
- En raison de la récente baisse de la valeur du dollar canadien, le renversement de la perte de compétitivité a été encore plus marqué.

### *Ratio Canada/É.-U. des coûts unitaires de main-d'oeuvre (mesurés dans la même monnaie)*

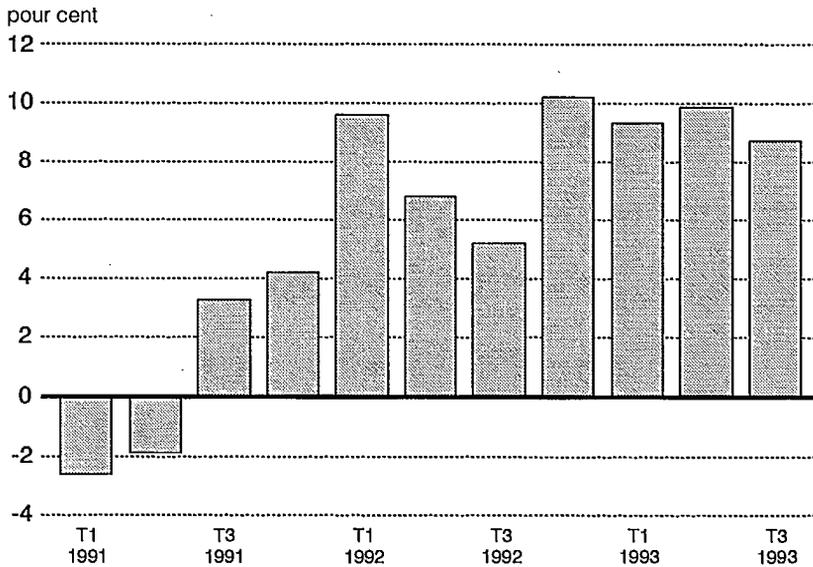


Source : Ministère des Finances.

## LES EXPORTATIONS ONT ÉTÉ VIGOUREUSES

- Nos exportations sont favorisées par la récente amélioration de notre compétitivité.
- Le raffermissement de l'économie des États-Unis constitue également un facteur favorable.

### *Croissance des exportations de biens et de services (en termes réels, d'une année sur l'autre)*



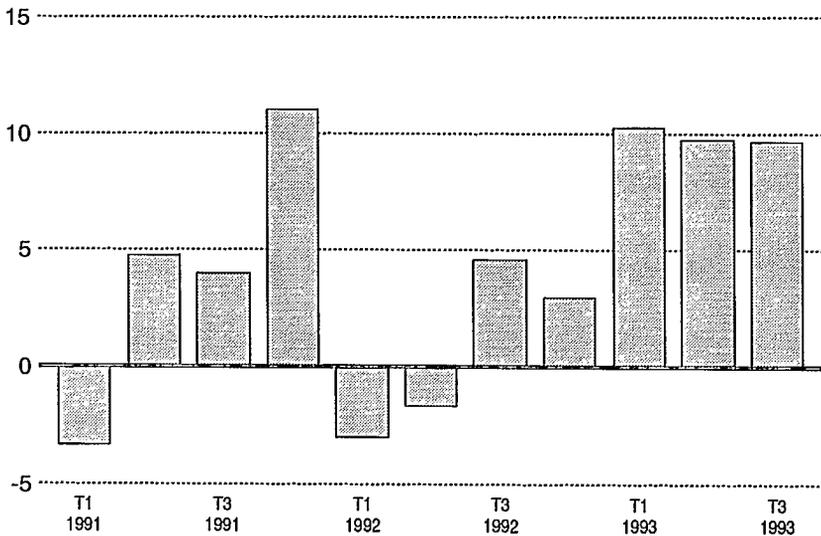
Source : Comptes nationaux.

## LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS AUGMENTENT

- ▣ La faiblesse des taux d'intérêt et l'amélioration de la compétitivité entraînent une augmentation des investissements.
- ▣ La vigueur des investissements en machines et en équipement, qui englobent habituellement les progrès technologiques, laisse entrevoir un rendement encourageant de la productivité.

### *Croissance des investissements en machines et équipement (en termes réels, d'une année sur l'autre)*

pour cent



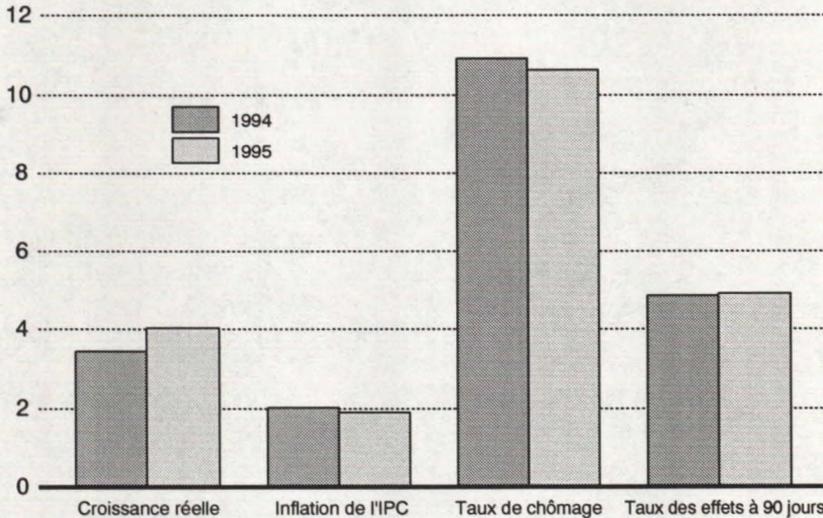
Source : Comptes nationaux.

## ON PRÉVOIT UNE REPRISE MODESTE

- On s'attend à ce que la production augmente progressivement :
  - les faibles taux d'intérêt devraient être favorables à la consommation et à l'investissement;
  - une compétitivité améliorée et une reprise économique plus rapide aux États-Unis devraient faire augmenter les exportations.
- Le chômage devrait diminuer lentement, les entreprises tentant d'augmenter leurs marges bénéficiaires en abaissant le plus possible leurs coûts de main-d'oeuvre.
- L'intensité encore faible de l'activité économique devrait permettre d'atténuer les tensions inflationnistes.

### Consensus des prévisions du secteur privé pour le Canada

pour cent



Source : Ministère des Finances.



# ***Section 3***

---

**Le changement structurel**

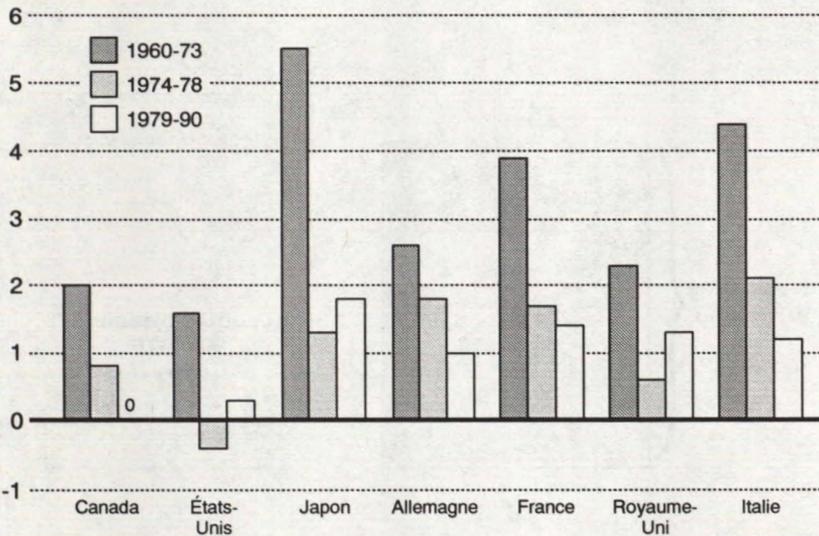


## LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ A RALENTI...

- La productivité totale des facteurs au Canada (PTF, la productivité intervenant pour les facteurs capital et travail) n'a pas augmenté depuis la fin des années 70.
- Il s'agit d'un ralentissement marqué par rapport aux années 60 et 70.
- D'autres pays ont également subi un ralentissement.
- Mais ils ont tous continué à enregistrer une croissance.
- La productivité de la main-d'oeuvre a augmenté au Canada, mais seulement parce que le capital par travailleur s'est accru.

### Croissance de la PTF dans les pays du G-7<sup>1</sup>

croissance annuelle moyenne – en pourcentage



<sup>1</sup>1966-73 pour le Canada; 1961-73 pour le R.-U.; 1962-73 pour le Japon; 1963-73 pour la France.

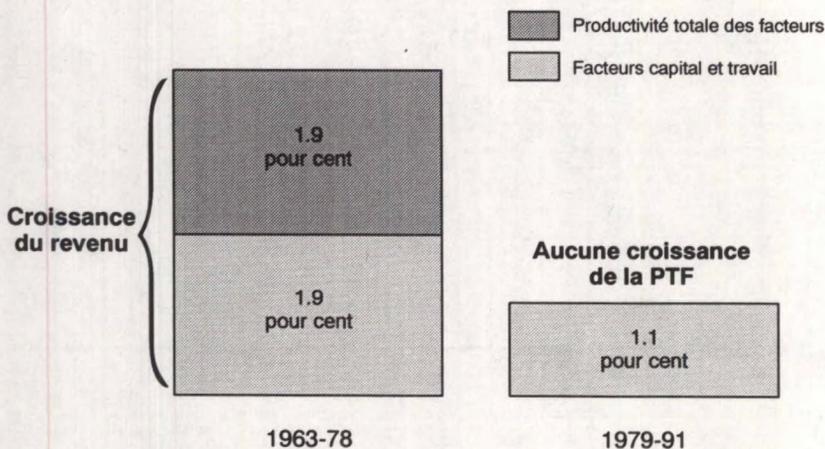
Source : Perspectives de l'OCDE, décembre 1993.

### ... ET A EU D'IMPORTANTES CONSÉQUENCES SUR LES REVENUS

- La croissance de la productivité représente la base du relèvement du niveau de vie.
- Depuis la fin des années 70, la croissance du revenu national net par habitant au Canada (le plus important baromètre de notre niveau de vie) a considérablement ralenti.
- La faible croissance des revenus aggrave tous nos problèmes économiques; par exemple, elle influe considérablement sur notre capacité de financer les programmes gouvernementaux.
- L'un des plus important défi auquel les Canadiens doivent faire face consiste à favoriser la croissance de la productivité.

#### **Croissance du revenu national net réel par habitant**

pour cent – taux annuel



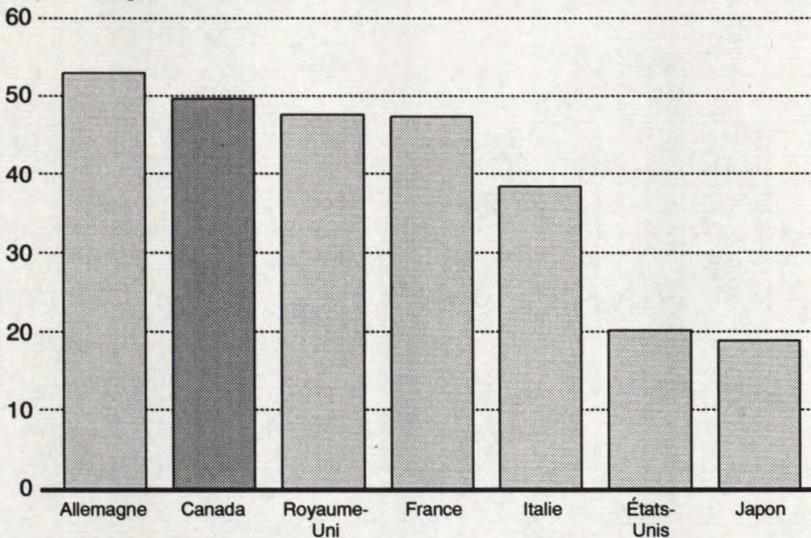
Source : Ministère des Finances; Statistique Canada.

## LE CANADA DÉPEND LARGEMENT DU COMMERCE...

- On note une tendance mondiale à la libéralisation du commerce et à l'ouverture des marchés.
- Le Canada représente l'une des économies les plus ouvertes au monde.
- La mondialisation et les efforts en vue d'accroître la compétitivité ont entraîné :
  - des accords de libéralisation du commerce et une réduction de la protection (ALÉ, ALÉNA et maintenant les NCM);
  - l'ouverture de marchés autrefois fermés (la Chine, la Russie, etc.).

### Échanges commerciaux (biens et services) - 1991

en pourcentage du PIB



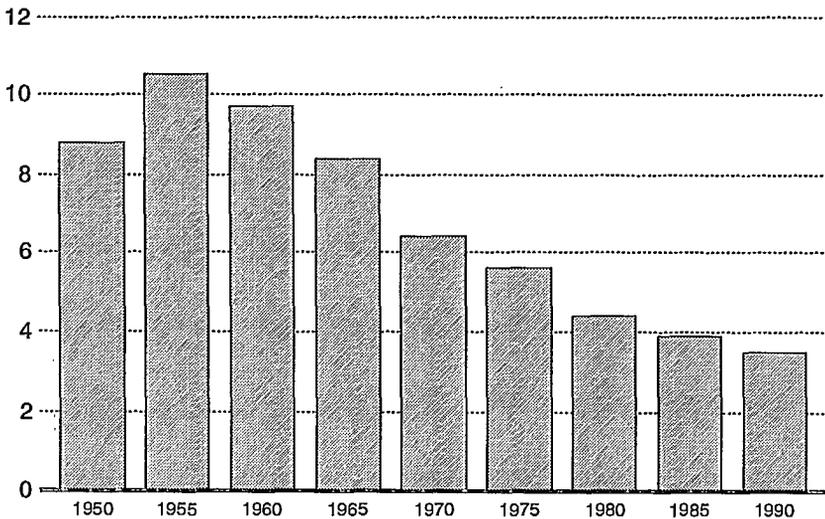
Source : FMI.

**... ET LES OBSTACLES TARIFAIRES SONT TOMBÉS**

- Les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux qui se sont succédés ont engendré une réduction soutenue des droits de douane sur les importations au Canada.
- L'Accord de libre-échange (ALÉ) prévoit l'élimination totale des droits de douane entre le Canada et les États-Unis d'ici 1998.
- Le récent accord du GATT permettra de réduire du tiers les droits de douane encore restants d'ici la fin de la décennie.
- Les pressions exercées à l'échelle mondiale ont nécessairement passé du protectionnisme industriel par le biais des subventions à l'incitation à l'accroissement de la compétitivité.

***Droits canadiens en proportion des importations***

pour cent

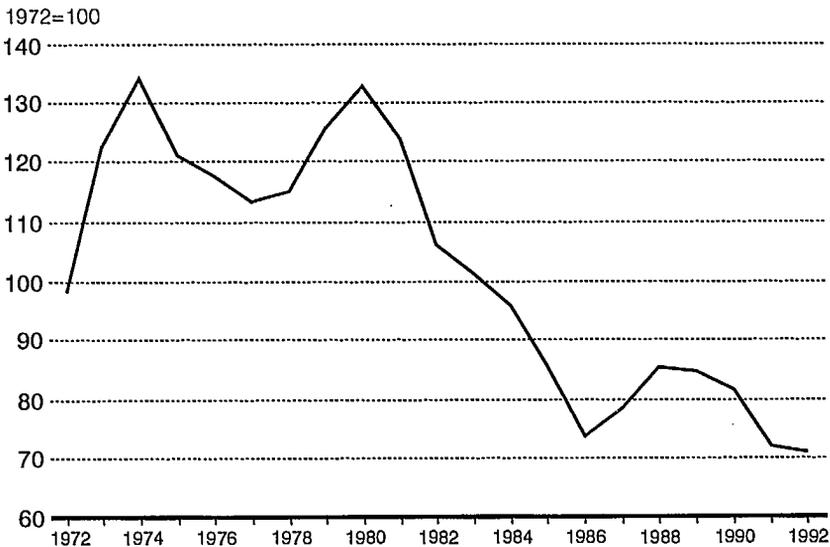


Source : Ministère des Finances.

## LES PRIX DES PRODUITS DE BASE SONT FAIBLES

- La tendance des prix réels des produits de base (c'est-à-dire par rapport à d'autres prix pratiqués dans l'économie) sont en baisse à long terme.
- Les Canadiens ne peuvent donc plus s'en remettre autant que par le passé aux produits de base pour améliorer leur niveau de vie.
- Le Canada devra dépendre davantage sur des biens et services à valeur ajoutée accrue.

### *Indice des prix réels des produits de base*

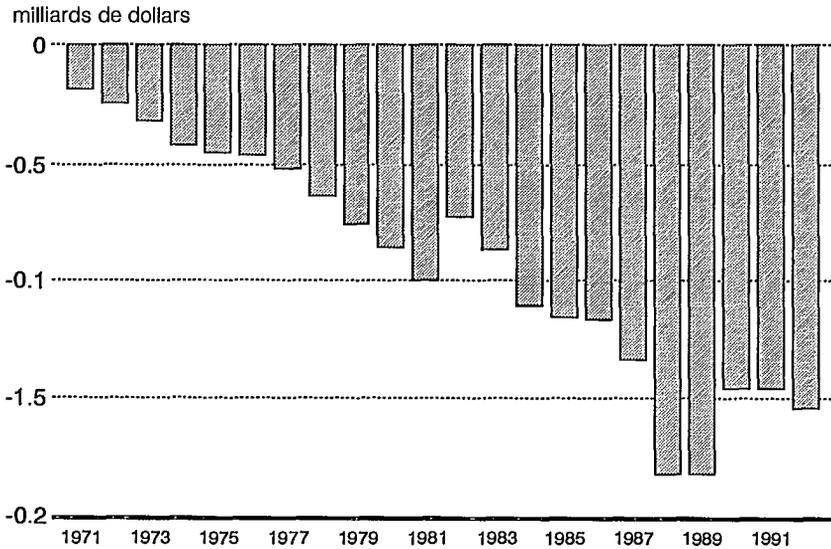


Indice des prix des produits de base de la Banque du Canada, corrigé de l'indice implicite des prix du PIB.

## AU CANADA LES BIENS DE HAUTE TECHNOLOGIE SONT DÉFICITAIRES

- Les pays qui connaissent du succès se concentrent sur les biens de haute technologie.
- Cependant, le Canada a du retard au plan de l'exportation de biens de haute technologie.

### *Solde de la balance commerciale – biens de haute technologie*

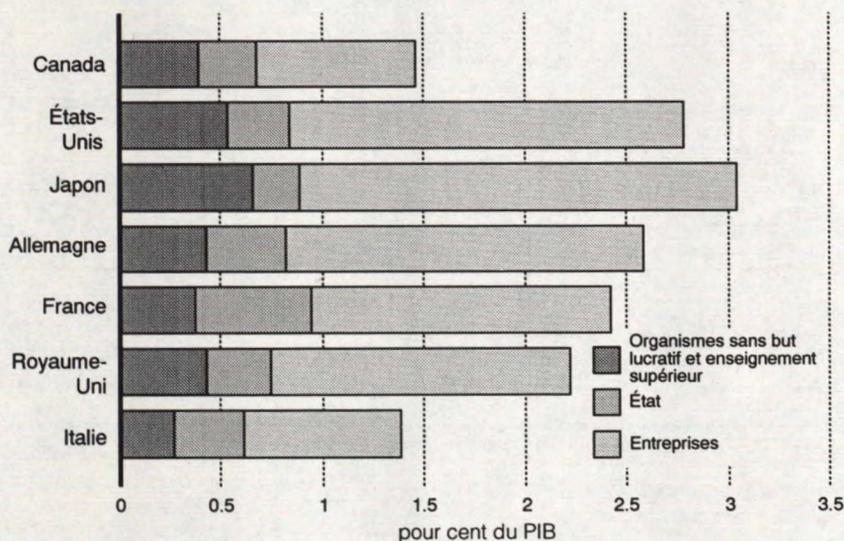


Source : Obtenu à partir de données de Statistique Canada.

## LES DÉPENSES DE R-D ONT ENCORE DU RETARD

- La croissance de la productivité dépend fondamentalement de l'innovation, de même que de la recherche et de la mise au point de produits nouveaux.
- Le Canada est l'un des pays du G-7 qui consacrent le moins à la R-D en proportion du PIB.
- Les dépenses de R-D des entreprises sont particulièrement faibles au Canada.
  - malgré les généreux incitatifs fiscaux en matière de R-D.

**Dépenses de recherche-développement  
Pays du G-7 – 1991**



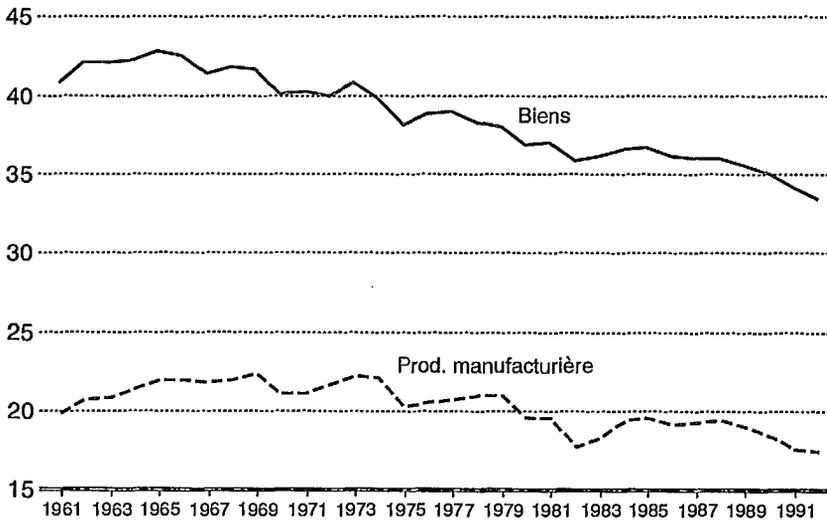
Source : OCDE.

## LA STRUCTURE DE L'ÉCONOMIE ÉVOLUE

- ▣ On note une tendance à long terme qui se traduit par le passage d'une économie de biens à celle des services.
- ▣ Dans le secteur des biens, la fabrication connaît la même tendance à la baisse.
  - La fabrication en proportion du PIB est passée de 22 pour cent en 1965 à environ 17 pour cent à l'heure actuelle.

### *Part de la production de biens et de la production manufacturière dans l'économie*

en pourcentage du PIB au coût des facteurs



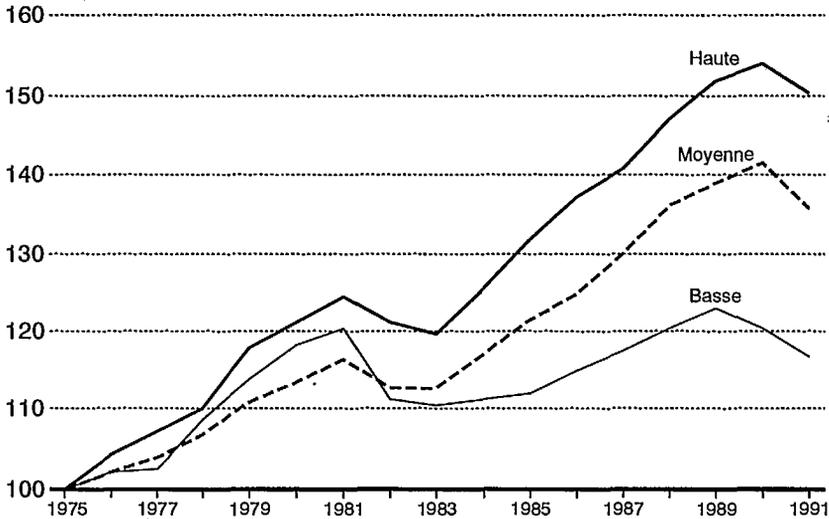
Source : Comptes nationaux.

## LE SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE EST EN PLEIN ESSOR

- L'emploi dans les industries de la haute technologie a connu la plus forte croissance.
- Presque au même moment, on est passé d'une main-d'oeuvre peu qualifiée à une main-d'oeuvre hautement qualifiée.

### *Croissance de l'emploi dans le secteur des entreprises : industries de haute, de moyenne et de basse technologie*

1975=100



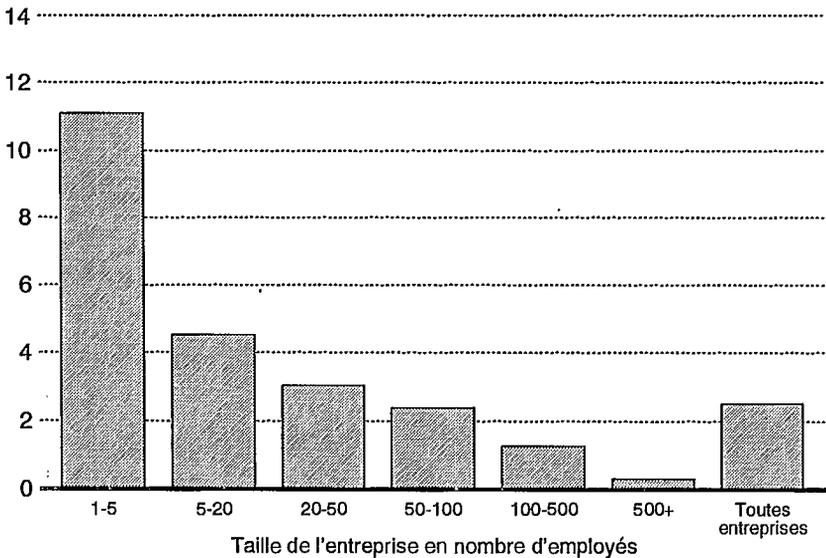
Source : Statistique Canada, Division de la petite entreprise et des enquêtes spéciales.

## LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CRÉENT LA PLUPART DES EMPLOIS

- Les petites entreprises affichent des taux plus élevés de croissance de l'emploi que les grandes entreprises.
- Il en découle donc que les petites entreprises jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie.

### *Croissance de l'emploi de 1978 à 1990*

croissance annuelle moyenne en pourcentage



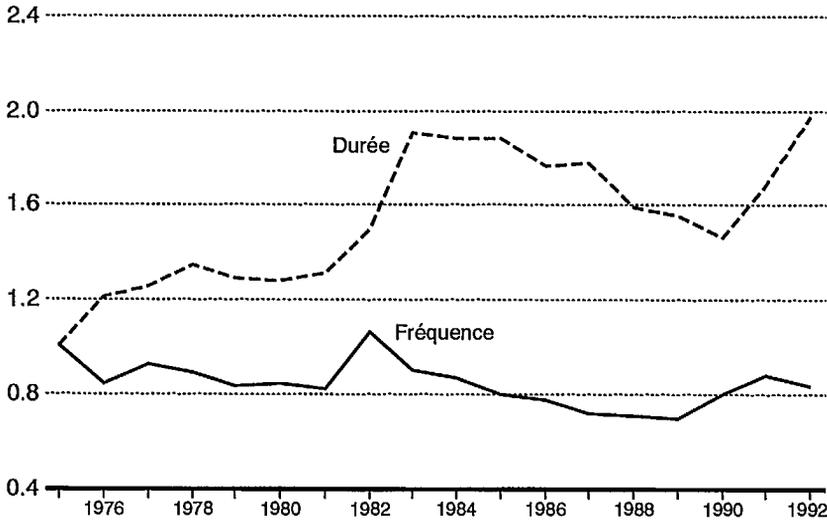
Source : Enquête sur la population active.

## LES PÉRIODES DE CHÔMAGE SE PROLONGENT

- Le chômage comprend deux éléments : le risque qu'une personne devienne chômeuse (la fréquence) et la longueur de la période de chômage (la durée).
- L'augmentation du taux de chômage au fil des ans est en grande partie attribuable à l'augmentation de la durée.
  - Lorsqu'ils sont en chômage, les gens ont plus de difficulté à se trouver un emploi parce que leurs compétences ne correspondent pas aux nouvelles exigences du marché.
  - Les programmes sociaux qui découragent les éventuels travailleurs peuvent également constituer un facteur important.

### *Durée et fréquence du chômage*

indice: 1975=1

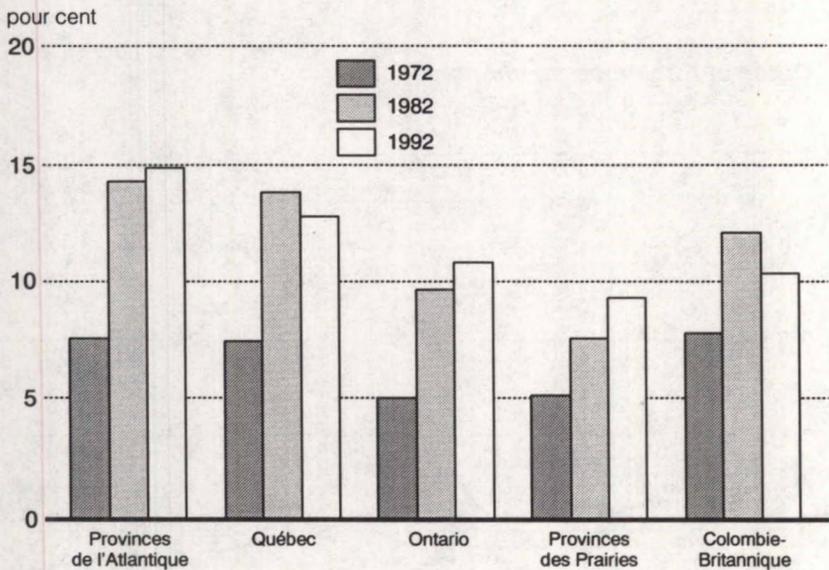


Source : Enquête sur la population active.

## LES TAUX DE CHÔMAGE FLUCTUENT CONSIDÉRABLEMENT AU CANADA

- Les provinces de l'Atlantique et, dans une moindre mesure, le Québec, sont constamment aux prises avec des taux de chômage supérieurs à la moyenne.
- Le taux de chômage de l'Ontario s'est rapproché de la moyenne canadienne au cours de la dernière récession.

### Taux de chômage par région 1972 - 1992



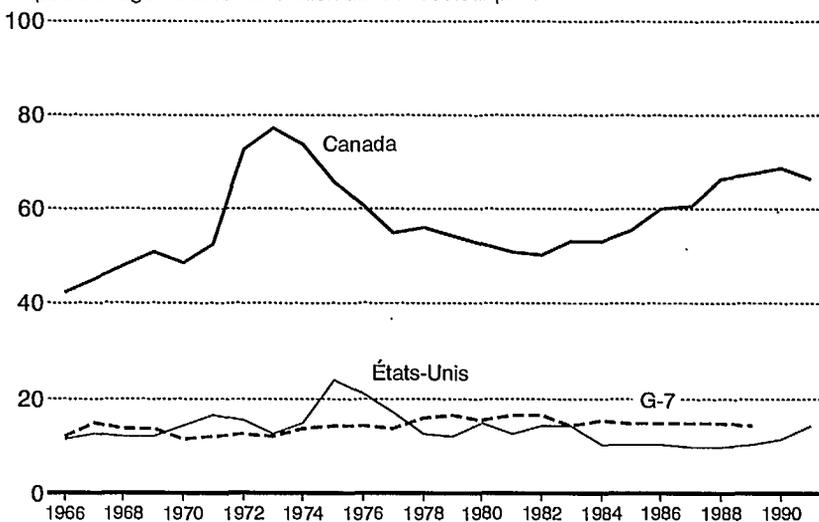
Source : Enquête sur la population active.

## LE CANADA OFFRE UN RÉGIME D'ASSURANCE-CHÔMAGE RELATIVEMENT GÉNÉREUX

- Le régime d'assurance-chômage du Canada est plus généreux que ceux des États-Unis et de la moyenne des pays du G-7.
- Selon certaines études, notre régime d'assurance-chômage comporte d'importantes incitations à ne pas travailler.

### *Générosité des prestations de chômage dans les pays du G-7*

en pourcentage de la rémunération dans le secteur privé



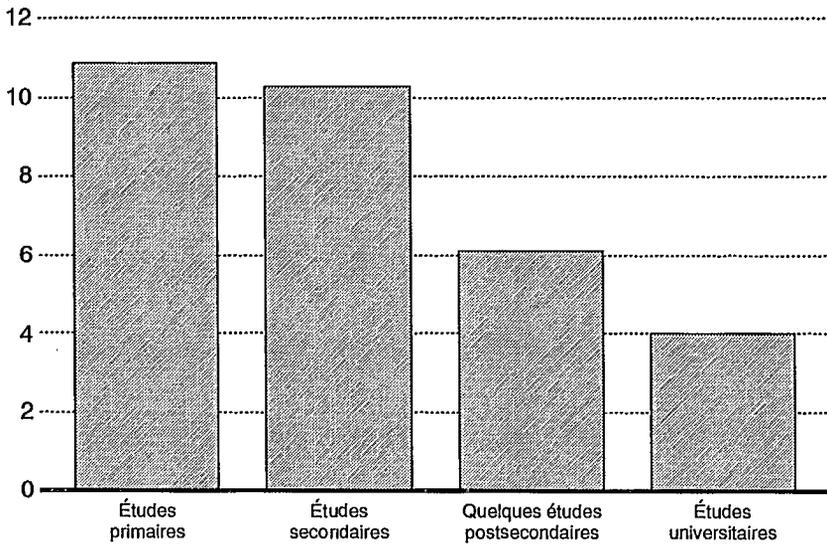
Source : OCDE.

## LE NIVEAU DE SCOLARITÉ INFLUE SUR LES PERSPECTIVES D'EMPLOI

- Un niveau de scolarité plus élevé se traduit habituellement par un plus faible risque de chômage.
- Les tendances de la demande dans certaines professions ressortent dans les taux de chômage.

### *Taux de chômage moyen selon le niveau de scolarité 1975 à 1991*

pour cent



Source : Enquête sur la population active.

# ***Section 4***

---

**Le défi financier**

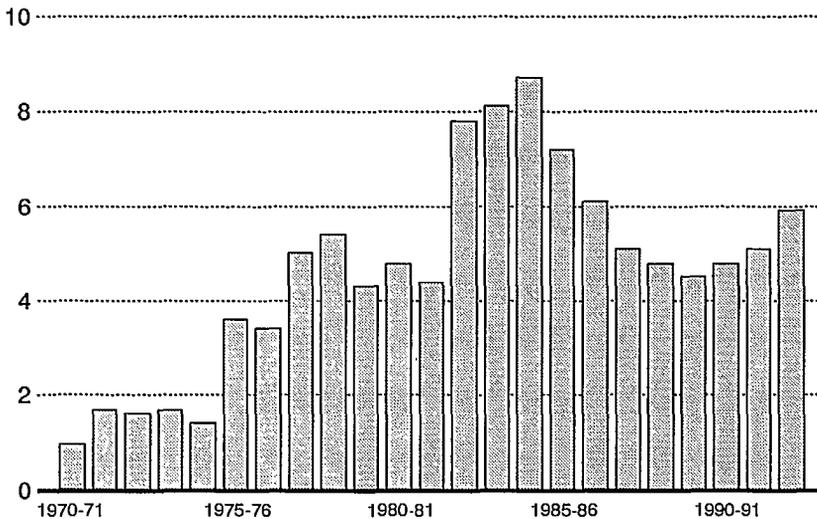


## LE DÉFICIT FÉDÉRAL DEMEURE CONSIDÉRABLE

- Depuis le début des années 70, le gouvernement a systématiquement enregistré des déficits selon la mesure des comptes publics.
- En dépit de progrès enregistrés dans la réduction du déficit durant la seconde moitié des années 80, les efforts consentis ne suffisent pas.
- Le déficit n'a jamais été inférieur à 4.5 pour cent du PIB, et ce, même durant les périodes où l'économie fonctionnait à son plein potentiel. Sous l'effet de la récession, le déficit a de nouveau augmenté, mais dans une mesure moindre qu'à l'issue de la récession de 1981-1982.

### Ratio déficit / PIB

pour cent



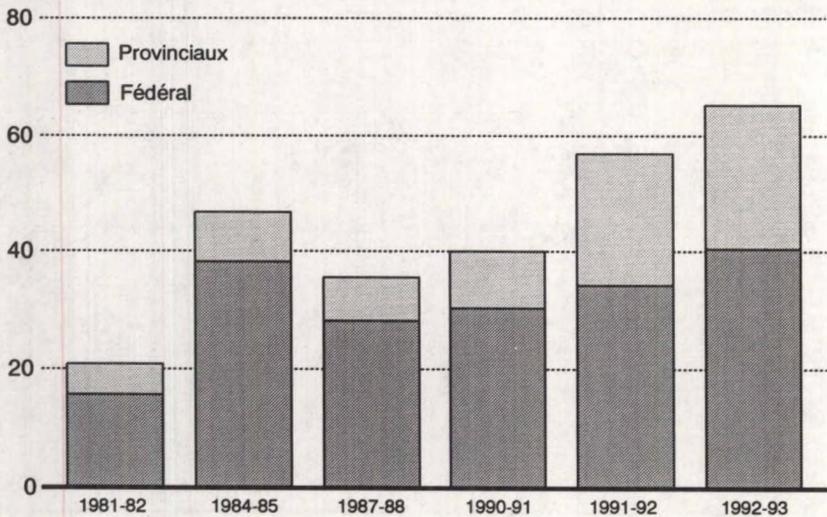
Source : Comptes publics et ministère des Finances.

## LES DÉFICITS CONSTITUENT UN PROBLÈME NATIONAL

- Les déficits ne représentent plus un problème propre au gouvernement fédéral. Les provinces interviennent maintenant pour une partie à la fois importante et croissante de l'ensemble du déficit du secteur public.
- En 1992-93, les déficits des provinces totalisaient \$25 milliards.
- Les déficits fédéral et provinciaux combinés dépassaient \$65 milliards (d'après les comptes publics), c'est-à-dire 9.5 pour cent du PIB du Canada.

### Déficits fédéral et provinciaux

milliards de dollars



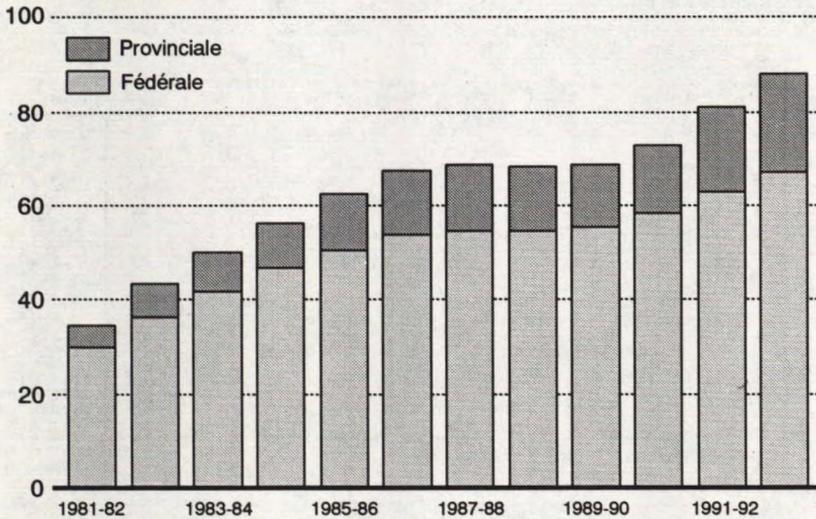
Source : Comptes publics et ministère des Finances.

## LE FARDEAU DE LA DETTE PUBLIQUE NE CESSE D'AUGMENTER

- En proportion du PIB, la dette fédérale et provinciale combinée (d'après les comptes publics) a augmenté de 2½ fois depuis 1981-82.
- En 1992-93, la dette nette combinée du Canada dépassait \$22,000 par homme, femme et enfant au Canada.

### *Dettes publique fédérale et provinciale au Canada*

pour cent du PIB



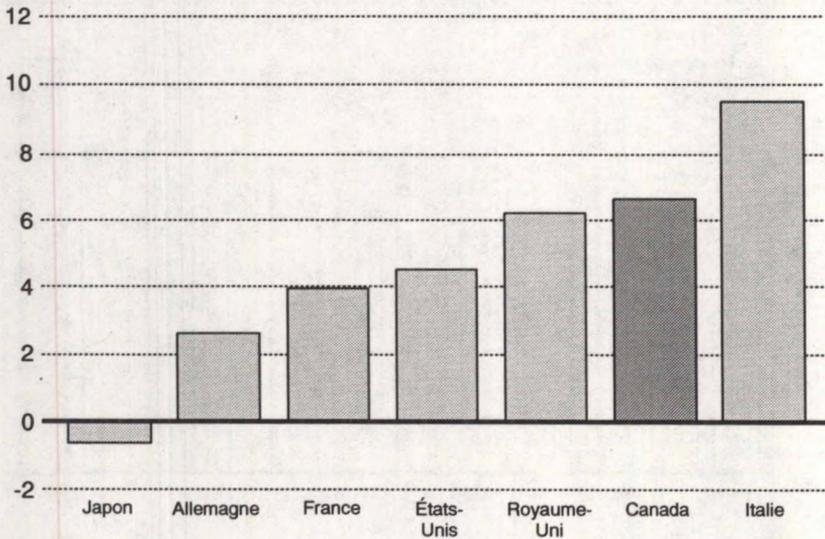
Source : Comptes publics.

## LE DÉFICIT DU CANADA EST TRÈS ÉLEVÉ PAR RAPPORT À CELUI DES AUTRES PAYS

- Pour établir des comparaisons internationales, les données financières doivent être calculées d'après les comptes nationaux; ces dernières sont inférieures aux données du Canada d'après les comptes publics.
- Le déficit budgétaire total du secteur public au Canada correspondait à 6.6 pour cent du PIB en 1992, d'après les comptes nationaux.
- Parmi les pays du G-7, seuls l'Italie et le Royaume-Uni avaient des déficits plus élevés que celui du Canada.

### *Déficits budgétaires de l'ensemble des administrations publiques dans les pays du G-7*

pour cent du PIB en 1992



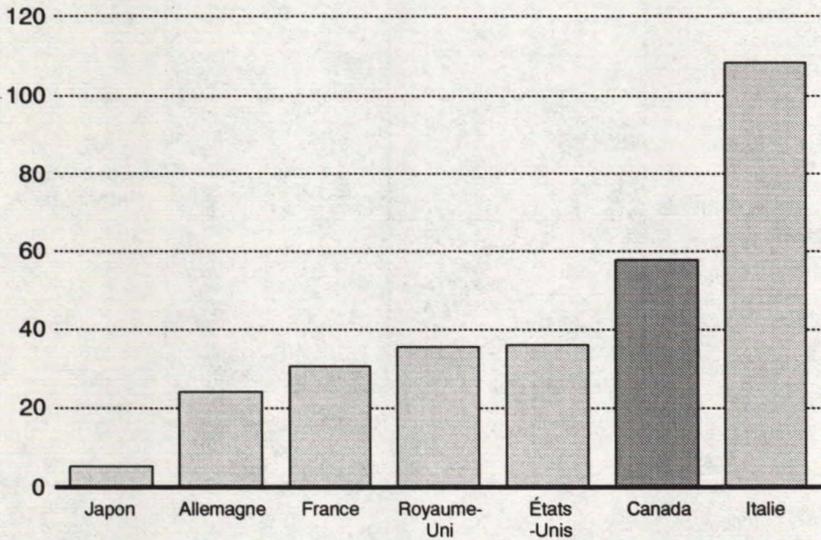
Source : OCDE.

## AU PLAN INTERNATIONAL, NOTRE DETTE EST ÉLEVÉE

- La dette publique totale du Canada, qui représentait 55.9 pour cent du PIB en 1992, d'après les comptes nationaux, est la deuxième plus élevée parmi les pays du G-7.
- Une dette d'une telle envergure rend le Canada très vulnérable aux fluctuations des taux d'intérêt.

### *Dette nette de l'ensemble du secteur public dans les pays du G-7*

pour cent du PIB en 1992



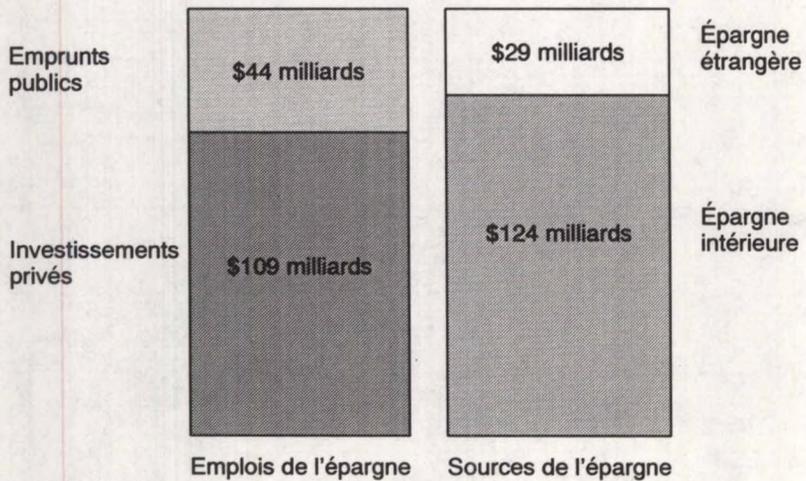
Sources : OCDE et ministère des Finances.

## LES DÉFICITS DRAINENT L'ÉPARGNE

- L'épargne des Canadiens suffit à financer les investissements privés, mais non les emprunts publics.
- Les imposants déficits publics nous obligent donc à emprunter à l'étranger.
- Cette concurrence à l'égard de l'épargne peut également exercer des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt réels, ce qui nuit davantage au rendement de l'économie canadienne.

### *Les déficits drainent l'épargne*

milliards de dollars en 1992



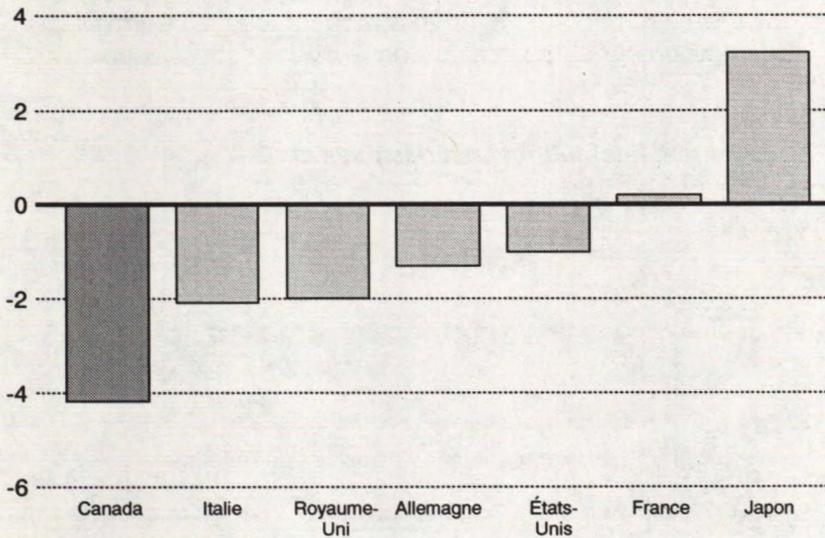
Source : Statistique Canada.

## PARMI LES PAYS DU G-7, LE CANADA AFFICHE LA PIRE BALANCE COURANTE

- Le déficit de la balance courante indique dans quelle mesure nous dépendons de l'épargne étrangère.
- De tous les pays du G-7, le Canada est aux prises avec le pire déficit de la balance courante en proportion du PIB.

### *Déficit de la balance courante en proportion du PIB dans les pays du G-7*

pour cent du PIB de 1992



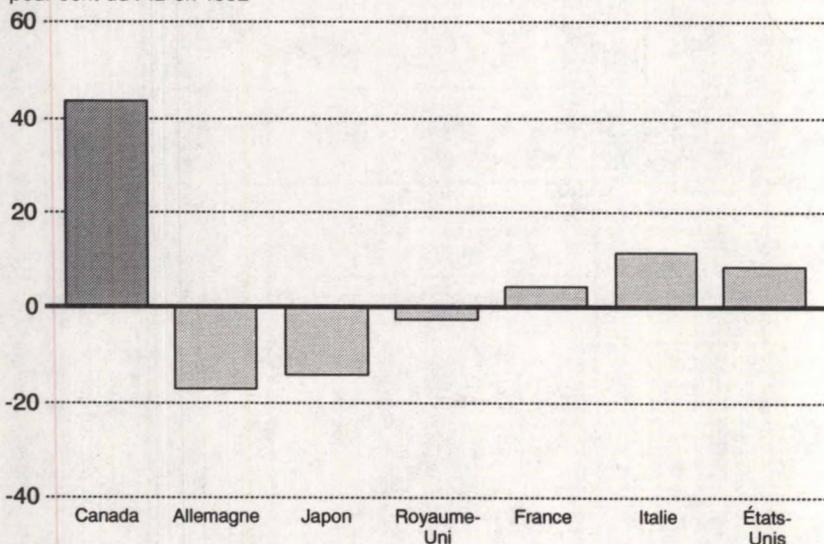
Source : OCDE.

## LA DETTE ÉTRANGÈRE DU CANADA EST LA PLUS ÉLEVÉE DES PAYS DU G-7

- De tous les pays du G-7, c'est le Canada qui affiche la dette étrangère la plus élevée en proportion du PIB.
- La dette étrangère englobe les titres émis par les administrations publiques et les sociétés privées, de même que les placements étrangers directs dans des sociétés canadiennes.
- Les emprunts visant à financer l'investissement productif peuvent améliorer le rendement de l'économie canadienne. Cependant, la plus grande partie de la dette accumulée a été affectée au financement de dépenses de consommation courantes.
- Contrairement aux emprunts visant à financer des placements à rendement élevé, les emprunts affectés au financement de dépenses de consommation se traduisent par une plus grande difficulté à rembourser la dette étrangère, ce qui pourrait éventuellement compromettre notre avenir économique.

### *Endettement international net des pays du G-7*

pour cent du PIB en 1992

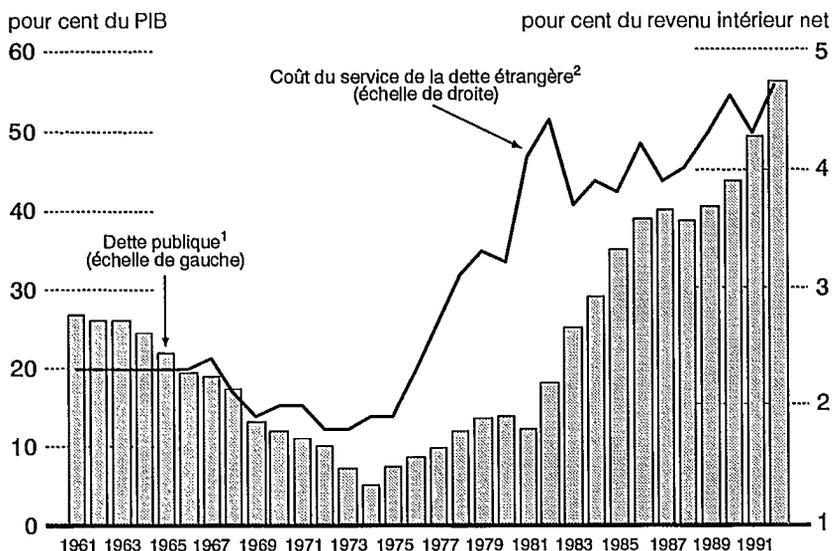


Source : FMI.

## LE SERVICE DE LA DETTE ÉTRANGÈRE RÉDUIT NOTRE REVENU NATIONAL

- En raison de l'accroissement de la dette nationale, une tranche de plus en plus importante du revenu des Canadiens doit être acheminée à des étrangers pour assurer le service de la dette étrangère du Canada.
- Le coût du service de la dette en proportion de notre revenu intérieur net n'a cessé d'augmenter au fil des ans en raison de l'augmentation de la dette financière.
- En termes simples, cela signifie que le revenu dont disposent les Canadiens ne cesse de diminuer parce qu'une part croissante est affectée au service de la dette étrangère.
- Notre niveau de vie s'en trouve donc directement affecté.

### Le service de la dette étrangère réduit notre revenu national



<sup>1</sup> Dette de l'ensemble du secteur public selon les comptes nationaux en proportion du PIB.

<sup>2</sup> Différence entre le revenu national et le revenu intérieur net en proportion du RIN.

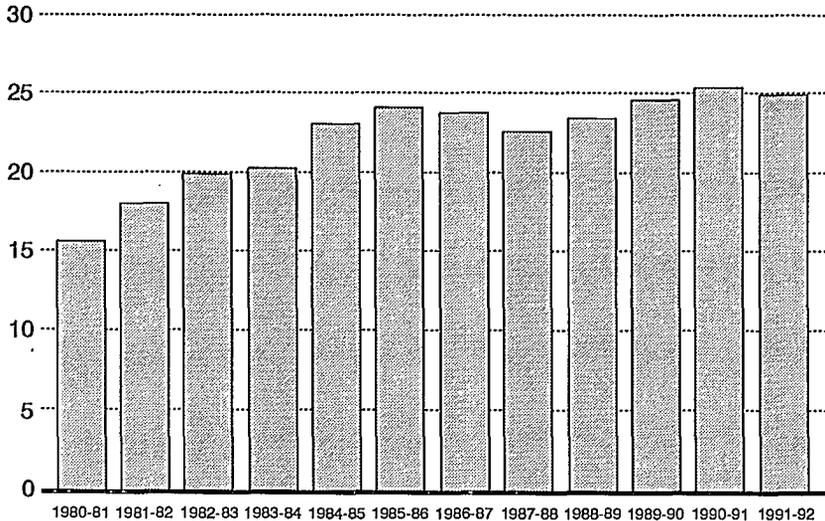
Source : Comptes nationaux et ministère des Finances.

## LA HAUSSE DES FRAIS D'INTÉRÊT RÉDUIT LA MARGE DE MANOEUVRE FINANCIÈRE

- Les niveaux élevés et toujours croissants de la dette ont également réduit la marge de manoeuvre budgétaire du gouvernement fédéral et des provinces.
- En 1991-92, près de 25 pour cent des recettes fédérales et provinciales ont été affectées à l'intérêt sur la dette courante plutôt qu'à des programmes nécessaires. Dans le cas du gouvernement fédéral, plus de 32 cents de chaque dollar de recettes sont affectés au service de la dette.
- En 1980-81, seulement 15 pour cent des recettes assuraient le service de la dette. En 1991-92, une tranche supplémentaire de 10 pour cent devait être affectée au remboursement de l'intérêt sur la dette publique.
- En conséquence, les administrations publiques jouissent d'une marge de manoeuvre restreinte pour relever des défis et résoudre des problèmes économiques et elles ont une possibilité réduite d'offrir les services dont les Canadiens ont besoin.

### *La hausse des frais d'intérêt réduit la marge de manoeuvre financière*

Frais de service de la dette en pourcentage des recettes fédérales



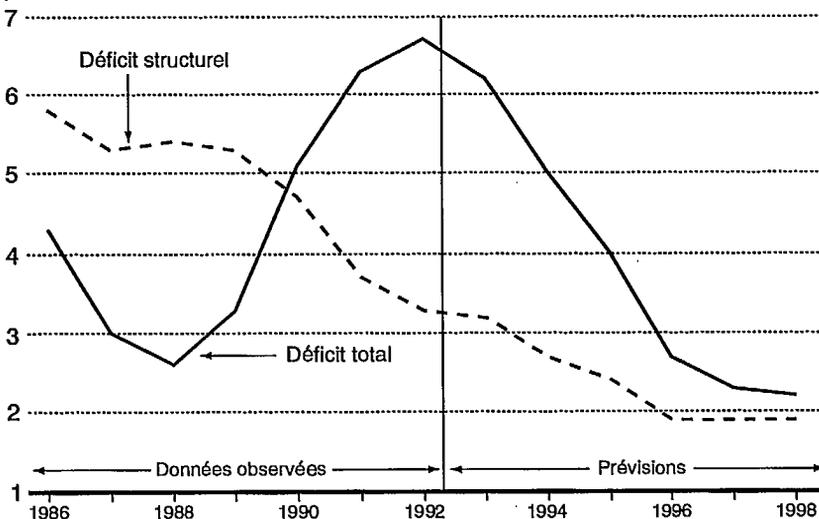
Source : Comptes publics.

## LE DÉFICIT EST EN GRANDE PARTIE STRUCTUREL – NON CONJONCTUREL

- La récession et la chute de l'inflation représentent deux facteurs qui ont contribué à la situation actuelle du déficit.
- Cependant, selon le FMI, le déficit structurel – c'est-à-dire la partie du déficit qui ne disparaît pas même si l'économie atteint son potentiel – s'établit actuellement à 3 pour cent.
- En 1998, le déficit structurel représentera encore 2 pour cent du PIB.
- Cette estimation du déficit structurel est répartie à parts égales entre le gouvernement fédéral et les provinces.

### *Le déficit est en grande partie structurel – non conjoncturel*

pour cent du PIB

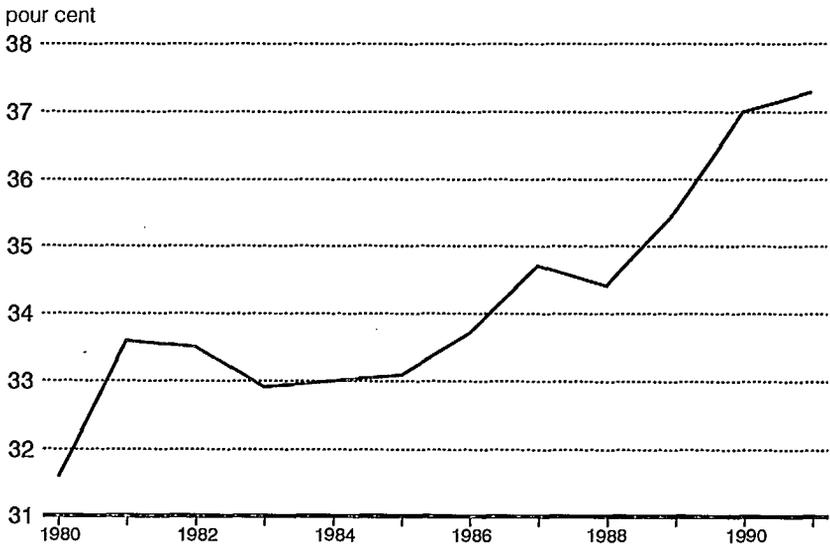


Source : FMI.

## LE FARDEAU FISCAL DU CANADA NE CESSE D'AUGMENTER

- Depuis le début des années 80, l'ensemble des charges fiscales publiques en proportion du PIB a augmenté sensiblement.
- Les déficits ont monté en flèche malgré l'augmentation du fardeau fiscal global.

### *Ensemble des recettes fiscales au Canada en proportion du PIB – 1980 à 1991*



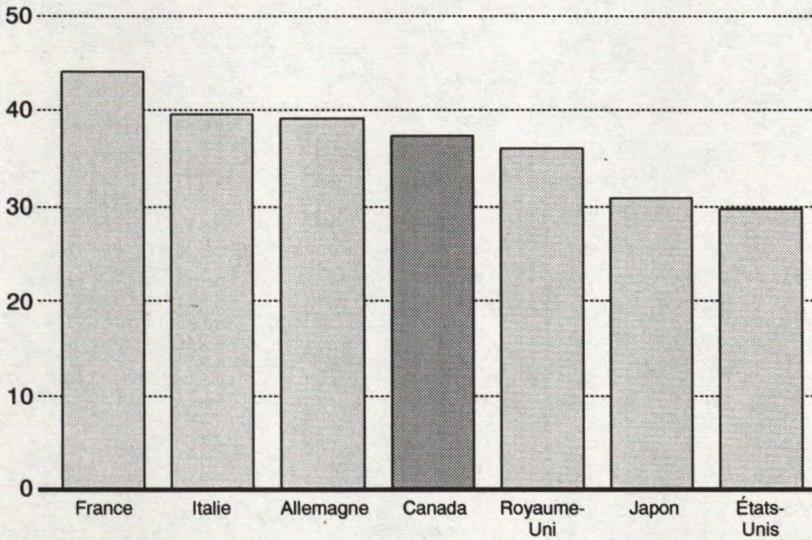
Source : OCDE.

## COMPARAISON INTERNATIONALE DU FARDEAU FISCAL

- Le fardeau fiscal au Canada est sensiblement plus élevé que celui de nos principaux partenaires commerciaux, c'est-à-dire les États-Unis et le Japon.
- En plus de nuire considérablement à l'économie, les charges fiscales élevées réduisent la compétitivité du Canada.

### *Fardeau fiscal en proportion du PIB dans les pays du G-7*

pour cent



Source : OCDE.



# ***Section 5***

---

**Le rôle des administrations publiques  
dans l'économie**

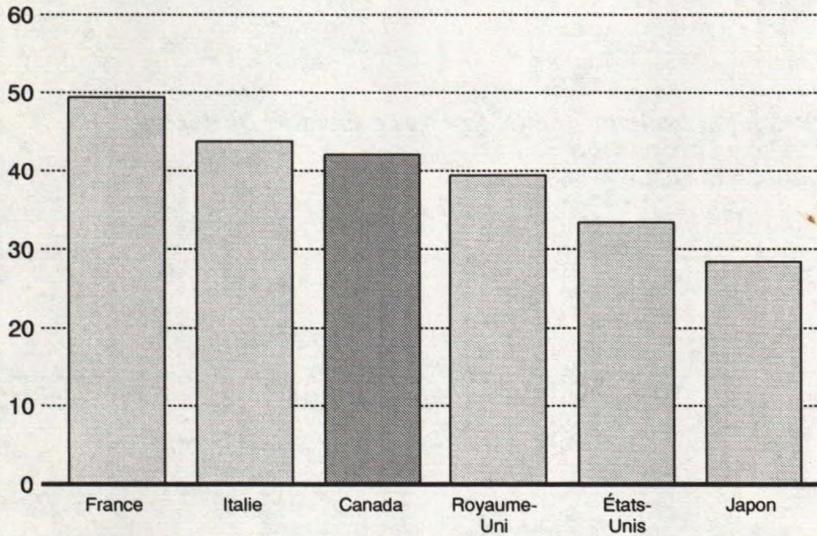


## LA TAILLE DU SECTEUR PUBLIC CANADIEN EST IMPOSANTE

- En proportion du PIB, la taille du secteur public du Canada est imposante.
- Les dépenses publiques du Canada en biens et en services sont parmi les plus élevées des pays du G-7 en proportion du PIB.

### *Dépenses de programmes de l'ensemble du secteur public en proportion du PIB dans certains pays du G-7*

pour cent - 1992

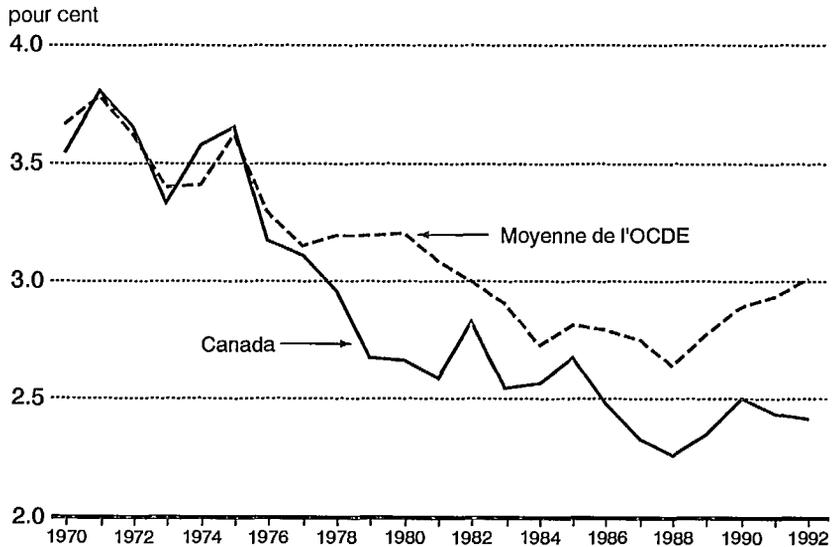


Source : OCDE.

## LE SECTEUR PUBLIC A CONSACRÉ UNE PARTIE MOINDRE DE SES RECETTES À L'INFRASTRUCTURE

- On a observé une forte tendance à la baisse des dépenses brutes d'investissement public dans les pays de l'OCDE.
- Cette tendance à la baisse a été particulièrement marquée au Canada, où le taux de formation de capital du secteur public a diminué pour passer de 3.5 pour cent du PIB au début des années 70 à moins de 2.5 pour cent pendant les années 90.

### *Formation brute de capital fixe de l'ensemble du secteur public en proportion du PIB – Canada et OCDE*



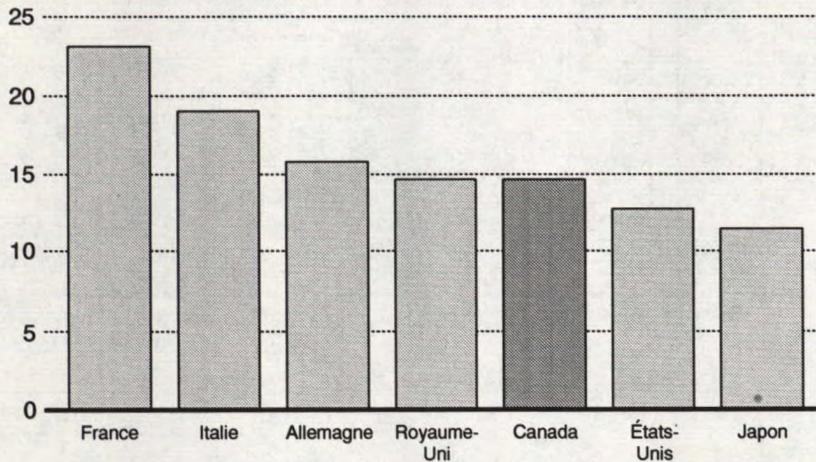
Source : OCDE.

## LE CANADA CONSACRE DAVANTAGE À LA SÉCURITÉ SOCIALE QUE SES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

- Le Canada dépense moins pour la sécurité sociale et d'autres mesures de soutien du revenu (y compris l'assurance-chômage et le bien-être social) en proportion du PIB que la plupart des pays de l'Europe.
- Cependant, sa contribution est supérieure à celle de ses principaux partenaires commerciaux, c'est-à-dire les États-Unis et le Japon.
- En outre, notre programme d'assurance-chômage est l'un des plus généreux au monde. Cette situation n'incite pas du tout les chômeurs à se perfectionner, à travailler et à chercher un emploi.

### *Mesures de sécurité sociale et autres dispositions de soutien du revenu dans l'ensemble du secteur public en proportion du PIB – Canada et autres pays du G-7 – 1991*

pour cent  
30



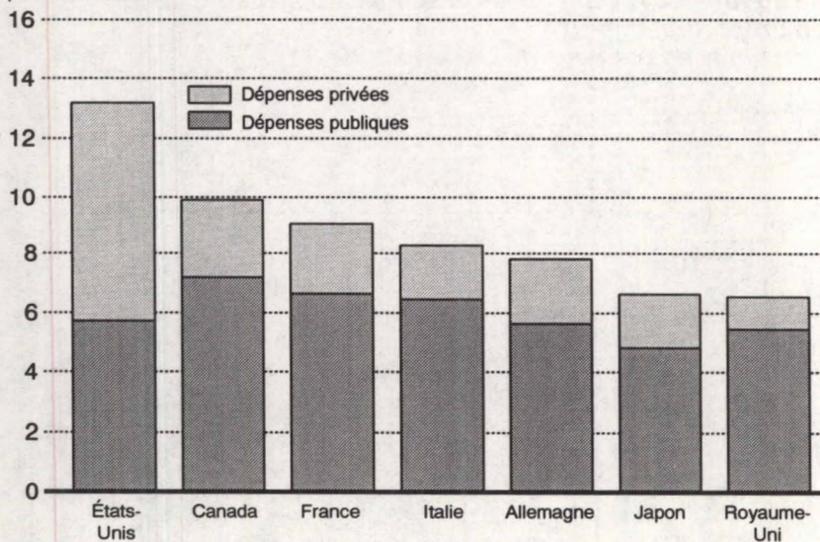
Source : OCDE.

## LE CANADA CONSACRE D'IMPORTANTES SOMMES AUX SOINS DE SANTÉ

- Le Canada consacre beaucoup moins que les États-Unis aux soins de santé.
- Cependant, comparativement à d'autres pays, les dépenses publiques à l'égard des soins de santé sont plus élevées au Canada.

### *Dépenses totales consacrées aux soins de santé Canada et autres pays du G-7*

pour cent du PIB



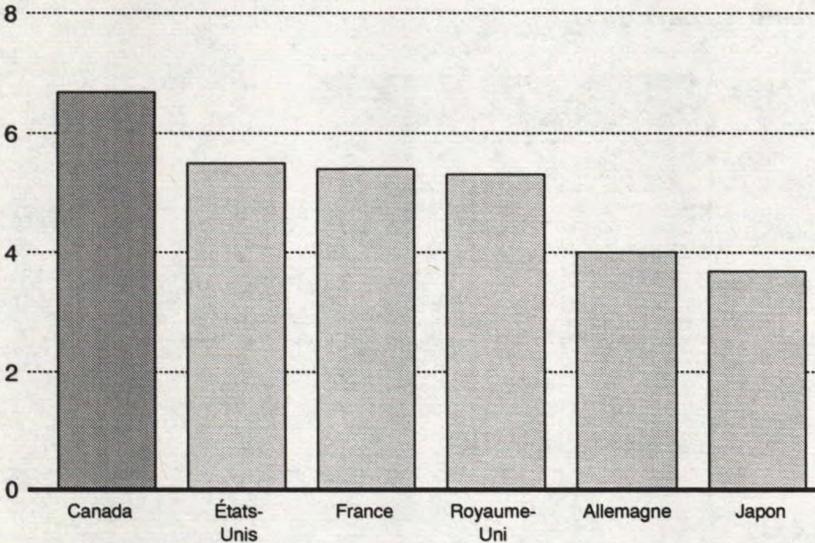
Source : OCDE.

## LE CANADA CONSACRE D'IMPORTANTES SOMMES À L'ÉDUCATION

- L'éducation est un élément clé qui permet à un pays d'accroître sa compétitivité et d'augmenter le niveau de vie de ses habitants.
- En proportion du PIB, le Canada consacre davantage à l'éducation que tout autre pays du G-7.
- Les résultats ne sont toutefois pas spectaculaires. Les étudiants canadiens n'obtiennent pas de bonnes notes lors d'examens internationaux en mathématiques de base et dans d'autres spécialisations jugées essentielles dans le nouveau contexte économique.

### *Dépenses publiques consacrées à l'éducation Canada et autres pays du G-7, 1991*

pour cent du PIB



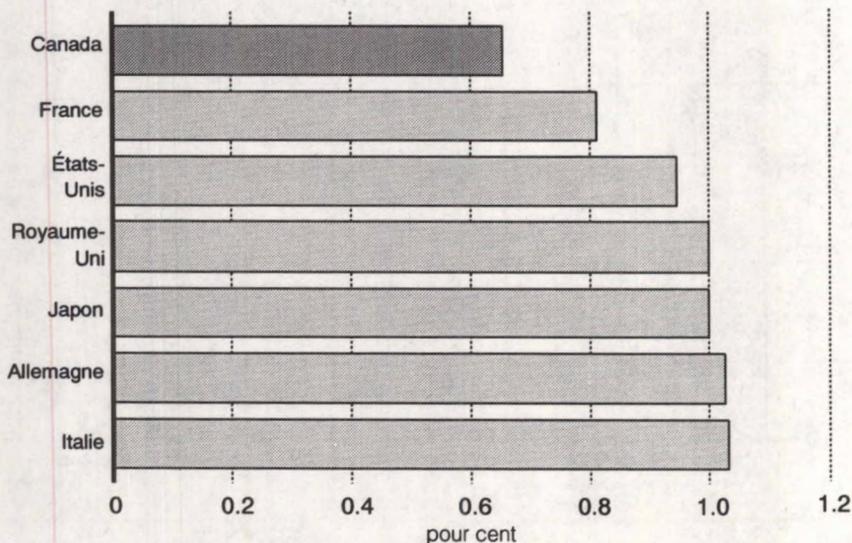
Source : OCDE.

Données non disponibles dans le cas de l'Italie.

## LES STIMULANTS FISCAUX À LA R-D SONT GÉNÉREUX

- Dans certaines études, il est précisé que la recherche-développement joue un rôle de premier ordre pour ce qui est d'accroître la productivité.
- Le Canada applique l'un des régimes de stimulants fiscaux les plus généreux pour encourager la R-D. Le graphique ci-après indique que l'aide publique au Canada réduit les frais de R-D de nos entreprises comparativement à ceux de nos principaux partenaires commerciaux.
- Toutefois, comme il a déjà été mentionné, nous sommes vraiment en retard au chapitre de la R-D par rapport à nos principaux concurrents.

**Coût d'un dollar de R-D après incitatifs dans les pays du G-7, 1990**



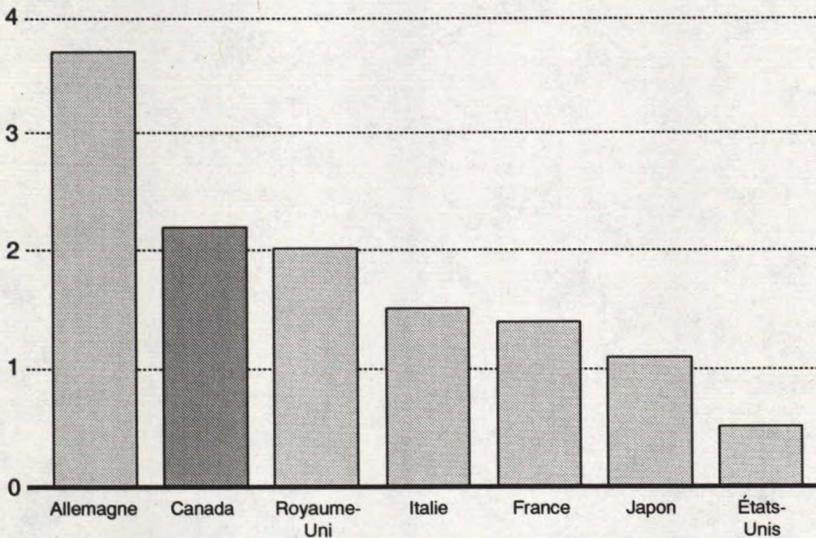
Source : Conference Board du Canada.

## L'AIDE PUBLIQUE AUX ENTREPRISES EST IMPORTANTE AU CANADA

- Cette aide prend habituellement la forme de subventions, d'octrois ou de dépenses fiscales. Elle est accordée directement ou par l'entremise d'organismes publics (comme nos organismes de développement régional).
- Cette aide n'est pas toujours bien ciblée ou elle est parfois accordée à des entreprises qui ne survivraient pas si elles devaient subvenir à leurs propres besoins.
- Le secteur public joue un rôle important pour ce qui est d'offrir de l'aide aux entreprises, mais cette aide doit être efficace.

### *Transferts de l'ensemble du secteur public aux entreprises Canada et autres pays du G-7, 1992*

pour cent du PIB



Sources : Ministère des Finances, DRI et OCDE.